

L'ETAT PICKPOCKET !!!!

Ce 1^{er} août 2013, le livret A est passé à 1,25% (celui du LDD également)

Ainsi à partir d'aujourd'hui le plafond de votre livret A (22.950 euros) qui vous « offrait » 401,60 E ne vous rapportera plus que 286,90 E.

Le motif invoqué par le « voleur » est la baisse de l'inflation.

Rappelons qu'en janvier 2013 il était à 2,25% avant de chuter à 1,75% le 1^{er} février.

Ce nouveau vol de « Rapetout » va passer comme une lettre à la Poste parce que les 63 millions de possesseurs de Livret A ne peuvent placer leurs économies en toute sécurité nulle part ailleurs !!!!!

Or, l'inflation, qui était de 2% en 2012, sera de 1,50% en 2013. Cela veut dire que chaque fois que vous croyez percevoir une économie vous perdez effectivement 0,25% de votre capital placé.

Si cette ridicule économie servait à redresser notre pays, la France, nous l'accepterions bien volontiers mais ce n'est pas le cas. Elle bénéficiera en tout premier lieu à la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) qui perçoit 65% du montant total de nos livrets A, ce qui lui permettra :

**D'une part de prêter moins cher (2,25%) aux collectivités locales afin de financer les logements sociaux. Prêts que nous rembourserons nous-mêmes par des hausses de la fiscalité locale.

**Et d'autre part permettra également à la CDC de se rembourser une partie des 4 milliards qu'elle a perdu dans la faillite douteuse de la banque DEXIA, dont 1 milliard provenait de « nos » livrets A.

Nous serons ainsi volés deux fois.

Les 35% restant, soit environ 50 milliards, iront vers les banques de dépôts et leur permettront d'augmenter les rendements de leurs autres produits à court terme et ainsi de se « refinancer » à nos frais.

Les banques vont donc gagner de l'argent en nous prêtant notre argent, qui ne leur coûtera rien.

Bravo les pickpockets !

Est-ce que ce ne serait pas du « vol en bande organisée » ?

Il ne nous reste plus qu'à attendre la prochaine décision des pickpockets qui nous gouvernent en espérant que ce ne sera pas, comme en Argentine il y a dix ans, la confiscation pure et simple de nos « Livrets A ».